

Flash Info Mensuel

Numéro 59 - Avril 2003

Manifestation commune à Ispahan

Environ 1000 ouvriers des usines Tedjarat, Rahimzadeh, Kouh - Fath et Pars - Fastoni ont manifesté ensemble le 17 mars. Arrivés devant l'hôtel de province d'Ispahan, ils ont demandé le paiement immédiat de 6 à 8 mois d'arriérés de salaire. Les responsables gouvernementaux, effrayés de la coordination de l'action, ont tout de suite appelé les forces de l'ordre pour disperser les manifestants. Les forces de répression islamique n'ont pas hésité à employer la force face à la détermination des ouvriers. Plusieurs d'entre eux ont été blessés et quelques uns arrêtés. La police du régime a continué les arrestations le soir de la manifestation en allant chez des ouvriers soupçonnés être des organisateurs. Douze ouvriers ont été par la suite libérés sous condition. Ils doivent se présenter au tribunal fin mars pour cause de demande de paiement des arriérés de salaire !

Grève dans les transports en commun

Les machinistes des transports en commun de la ville de Kermânchâh ont fait grève le 16 mars. La direction leur avait promis de régler les salaires et prime impayés avant le 6 mars, promesse qui n'a pas été tenue. Les machinistes ont garé les bus sur une place de la ville pour commencer leur mouvement de grève. Cela a obligé le représentant du préfet de province à venir rencontrer les grévistes. Il leur a fait une nouvelle promesse pour payer leurs salaires et prime dans les plus brefs délais.

Rassemblement devant la mairie

Des dizaines d'ouvriers communaux de Téhéran sont allés devant la mairie du 12ème arrondissement pour exiger le paiement des arriérés de salaire. Ils ont demandé que 3 mois d'arriérés de salaire soient payés immédiatement. Leur rassemblement a commencé à 17 heures et durée jusque 21 heures.

Rassemblement de protestation

Le dimanche 6 avril, des dizaines d'ouvriers de Sima - Tchoub, filiale de la radio télévision de l'Etat, se sont rassemblés pour leurs revendications. La direction veut les expulser de la cité Ghazali, située sur la route spéciale de Karadj pour les installer dans une région qui s'appelle Fachafouyeh près de la route de Qom. Ce déménagement forcé fait perdre le travail à 400 ouvriers. La direction avait dit que si les ouvriers ne se présentaient pas le 25 mars au nouveau lieu, ils seraient licenciés avec paiement d'un mois de salaire. Or, ils sont contre la décision arbitraire de la direction. Cette dernière avait pris des dépositions, le jour du rassemblement, pour que les ouvriers ne puissent pas sortir de l'usine. Mais des dizaines d'entre eux ont pu organiser le rassemblement pour exiger que leur emploi soit préservé.

Grève dans une raffinerie

Trois cents salariés de la raffinerie de gaz de Pars du sud, situé au port Aslavieh, ont fait grève le 11 avril pour protester contre la direction qui leur impose un système de travail dit « satellitaire deux à un ». La direction avait promis que ce système serait supprimé au plus tard le 21 mars. Mais elle n'a pas tenu sa promesse. Trois cents salariés ont fait grève mais les 500 autres sont aussi contre ledit système.

Rassemblement des ouvriers licenciés

Des dizaines d'ouvriers, travaillant à l'université de Tchamran à Ahvaz, sont allés devant le bâtiment central de l'université, le 6 avril, pour protester contre leur licenciement. Certains d'entre eux ont de 15 à 25 ans d'ancienneté. La direction a décliné toute responsabilité dans les licenciements sous prétexte qu'ils ne travaillaient pas directement pour l'administration universitaire mais pour des sous-traitants.

Protestation des instituteurs

Les instituteurs de la ville de Poldokhtar ont protesté contre le non-paiement de leur prime pour zone défavorisée. Cette prime était pourtant régulièrement payée auparavant. Etant donné que la situation de la région n'a pas changé par rapport à cette époque-là, les instituteurs exigent le paiement de la prime pour zone défavorisée.

Départ forcé pour 3000 salariés

Suite à la liquidation de l'Organisation des industries nationales, les entreprises filiales ont été soit privatisées soit affiliées à d'autres entreprises publiques. Cela a entraîné le départ forcé de 3000 salariés de l'Organisation des industries nationales. Ce départ s'est accompagné d'une indemnité de 4 mois de salaire par année d'ancienneté pour les salariés titulaires et 3 mois à 3 mois et demi de salaire par année d'ancienneté pour les salariés sous CDD. Mais tous les salariés sont contre le départ forcé. Ils affirment que l'Organisation peut toujours exister.

Protestation étudiante

Les étudiants de l'université Bahonar à Kermân rencontrent de multiples problèmes, manque de moyens d'éducation, hausse des prix des repas etc. C'est pour quoi ils se sont rassemblés au self-service de l'université. Mais des hommes de main ont commencé à tabasser les étudiants. Ces derniers ont décidé d'aller devant le bureau du directeur pour continuer leur protestation. Finalement le sous-directeur est venu promettre aux étudiants qu'une enquête serait ouverte pour identifier ceux qui les ont battus.

Numéro 58 - Mars 2003

Rassemblement à Ouroumieh

Le patron d'Azar - Chahd a prétexté une baisse des coûts de production pour licencier plus de 200 ouvriers. En signe de protestation, les ouvriers sont allés à la direction du travail de la ville d'Ouroumieh pour exiger l'annulation des licenciements et leur réintégration.

[Terribles statistiques d'accidents du travail](#)

Selon les statistiques officielles publiées récemment en Iran, la Sécurité sociale a reçu 14114 rapports sur les accidents du travail pour une année. Il y a eu 1022 cas d'accidents entraînant la mort, 159 l'invalidité totale, 195 l'invalidité partielle et 922 la perte de membres. Sur le total des accidents du travail rapportés 12597 cas concernaient ceux survenus à l'intérieur d'usines et le reste à l'extérieur. ? part tous ces chiffres, il y a eu 3603 ouvriers qui ont perdu des doigts souvent en travaillant la nuit. 75% des accidentés étaient mariés et avaient entre 25 à 29 ans. Il faut rappeler que de nombreux accidents du travail ne sont ni enregistrés ni rapportés. Même des responsables du régime reconnaissent que le nombre exact d'accidents du travail est supérieur aux statistiques publiées. La sauvagerie du capitalisme et les catastrophes que les capitalistes et leur Etat font en Iran sont beaucoup plus vastes que les statistiques annoncées.

[Rassemblements de protestation des familles de prisonniers politiques](#)

Des familles de prisonniers politiques se sont rassemblées devant l'hôtel Laleh de Téhéran où séjournait une délégation du comité des droits de l'homme de l'ONU. Bien que les forces de l'ordre et de la police politique aient tenté d'empêcher le rassemblement des familles de prisonniers politiques, ces dernières ont réussi à se rassembler plusieurs fois pour demander la libération immédiate de leurs proches. Certains rassemblements ont été toutefois suivis d'accrochages entre les forces de répression et les familles et l'arrestation de manifestants.

[Grève et sit-in d'étudiants](#)

Les étudiants de la faculté des arts d'Ispahan ont entamé une grève et un sit-in alors qu'après deux mois d'attente, aucune de leurs revendications n'était prise en considération. Ils ont exigé le départ du directeur de la faculté. Ils avaient déjà mené une campagne de luttes en décembre sans obtenir de résultats. Non seulement ces luttes n'ont pas abouti, mais en plus plusieurs étudiants et professeurs ont été expulsés ou interdit d'accès à l'université. Les étudiants disent que le directeur est responsable des manques et des expulsions. Il y a 20 groupes et conseils syndicaux qui ont pris part à la nouvelle grève. Le ministère de l'éducation supérieure a finalement décidé d'envoyer une commission pour assembler les doléances des étudiants. Le directeur de l'université a dû faire son autocritique pour que la grève prenne fin.

[Manifestation ouvrière à Tabriz](#)

Des centaines d'ouvriers de Nakhtab ont dû faire une nouvelle grève le 2 mars pour exiger le paiement des arriérés de salaire. Alors que les ouvriers de Nakhtab descendaient à peine dans les rues de Tabriz, leurs collègues de Toumat les ont rejoints sur le parcours de la manifestation. La sourde oreille des responsables a fait qu'une autre manifestation commune ait eu lieu le 5 mars. Mais la seconde manifestation était attendue par des forces de répression du régime qui ont encerclé les manifestants pour les attaquer sauvagement par la suite. Plusieurs ouvriers, qui ne demandaient que le paiement des arriérés de salaire, furent blessés.

[Grève à Gha'emchahr](#)

Les ouvriers d'une usine de textile de Gha'emchahr qui s'appelle Talar ont fait grève et manifesté entre l'usine et la sous-préfecture pour exiger le paiement des arriérés de salaire. Ils ont demandé que le sous-préfet vienne leur répondre tout en dénonçant le patron dans leurs slogans. Les salaires et prime ne sont pas payés depuis trois mois.

Grève au barrage Karoun

Le 5 mars, les ouvriers travaillant au barrage Karoun ont décidé de faire grève. Le directeur les a d'abord menacés pour qu'ils mettent fin immédiatement au mouvement. N'ayant pas réussi, il a demandé 2 jours de délai pour répondre aux revendications. Les ouvriers l'ont prévenu d'une grève illimitée si leurs revendications ne seraient pas satisfaites.

Fermeture de Jamko

La direction désignée par la « commission de soutien à l'industrie » a fermé Jamko et licencié 270 ouvriers. Jamko, production de vêtements depuis 35 ans, a été privatisée voici une dizaine d'années. En 1997, les ouvriers ont dû faire plusieurs grèves et manifestations, car l'usine est entrée dans une crise et les salaires n'étaient plus payés. En septembre dernier, la commission de soutien à l'industrie a désigné une direction et le travail a repris. Mais il y a quelques jours, le directeur a annoncé la fermeture de l'entreprise et invité les ouvriers au départ avec une indemnité. Ces derniers n'acceptent pas la proposition du patron et affirment que l'usine peut encore exister.

Grève à Hamédan

Le 15 mars, 363 ouvriers de Samiko Industrie ont fait grève pour exiger le paiement de 6 mois d'arriérés de salaire. Ils ont continué leur action le lendemain en barrant l'autoroute Hamédan - Kermânchâh avant de revenir à l'usine faire un sit-in. La direction ne paye plus les salaires afin de faire pression aux ouvriers. Elle leur propose le licenciement avec indemnité. La grève des ouvriers a fait réagir les responsables de la province de Hamédan qui se sont réunis pour leur proposer le droit aux indemnités de la sécurité sociale. Cent soixante ouvriers travaillant sous CDD ont ainsi perdu leur emploi. Mais le reste n'accepte pas la proposition de départ. Le patron veut même vendre les machines prétextant l'endettement de l'usine. Il veut ensuite fermer l'entreprise. Mais les ouvriers ne sont pas d'accord. Ils veulent que les arriérés de salaire soient immédiatement payés et que l'entreprise continue à fonctionner.

Risque de licenciement massif

Quelque 1800 salariés de la Logistique du ministère de la reconstruction agricole, qui travaillent depuis 1999, risquent le licenciement massif. Ils ont dénoncé toute tentative de licenciement en envoyant une lettre de protestation à la presse.

Ouvriers communaux en lutte

Le mouvement des ouvriers de la mairie de Téhéran continue. En effet 15000 d'entre eux ont été licenciés de 1992 à 1997 moyennant une indemnité de départ. Ces licenciements massifs sont intervenus selon un « plan de modération des effectifs ». Mais on leur avait dit qu'en acceptant les licenciements, ils seraient réembauchés par des entreprises sous-traitantes. Or la réembauche n'a jamais eu lieu. La Sécurité Sociale refuse de leur payer des indemnités de

chômage. Les ouvriers ont plusieurs fois protesté auprès des pouvoirs publics. Ils viennent de s'adresser au conseil municipal pour leurs revendications.

Sit-in du personnel hospitalier

Le lundi 10 mars, le personnel de l'hôpital Avicenne de Téhéran est allé dans les bureaux de la direction pour avoir une réponse à ses revendications. Sans obtenir de résultat, un sit-in a été organisé le lendemain en compagnie des infirmières de l'hôpital. Selon l'un des salariés, le non-paiement de prime mensuel, de fin d'année et d'allocation familiale sont parmi les raisons du mouvement.

Protestation étudiante

De nombreux étudiants de l'université de médecine de Chiraz ont fait un sit-in pour protester contre des projets de privatisation des organismes de santé. Ils ont dit à une agence de presse qu'ils sont prêts d'étendre le mouvement dans les rues de la ville.

Sit-in à l'université

Les étudiants de l'université de Khadjeh-Nassir ont fait un sit-in pour toute la journée du 10 mars afin de protester contre la direction qui est, à leurs yeux, responsable d'une gestion désastreuse. Le directeur de l'université n'ayant pas voulu les entendre, ils sont allés continuer leur mouvement dans les bâtiments des affaires universitaires du ministère de l'éducation supérieure. Apparemment les responsables ont promis de s'occuper de la direction de l'université.

Sit-in à Zabol

Les étudiants de l'université de médecine de Zabol (situé dans la province de Sistan - Baloutchistan) ont fait un sit-in en signe de protestation contre la mauvaise gestion et le manque de moyens. Ils affirment que leur dortoir n'a pas de sécurité. Le sous-préfet et le directeur de l'université ont accepté une délégation d'étudiants pour négociation.

Distribution des richesses à l'islamique

Les inégalités sociales sont tellement fortes et profondes en Iran que même certaines personnalités du régime commencent à en parler. Soheila Jelodarzadeh, une députée - l'Assemblée de la réaction et membre du conseil central du Parti islamique du travail a dit : « 90% des richesses sont concentrés entre les mains de 10% de la société. »